COORDINATION DES ACTIONS DE COHESION SOCIALE DE LA VILLE DE BRUXELLES

RAPPORT ANNUEL 2018

SYNTHESE DES RAPPORTS ANNUELS ASSOCIATIFS DES ACTIONS DE COHESION SOCIALE

1- Analyse des problématiques locales en lien avec des enjeux de cohésion sociale : profil sociodémographique de la commune.

1-1 Population, revenus, demandeurs d'emploi inoccupé: Avec 179.277 habitants (2018), la Ville de Bruxelles est la commune la plus peuplée de la Région Bruxelloise. Cette population est jeune (36 ans de moyenne contre plus de 37 ans et 5 mois pour la RBC), il y a moins de propriétaires (26% contre 38% en RBC), le revenu médian communal est inférieur à la moyenne régionale (différentiel de 1.270 euros), enfin, la commune compte 15.180 demandeurs d'emploi inoccupés sur un total de 93.392 (RBC), soit 16,25% de l'effectif régional. Le plus gros effectif des demandeurs d'emploi inoccupés dispose d'un faible niveau d'instruction (plus de 70% de l'effectif communal contre 66% en RBC), *ce qui implique que la formation des demandeurs d'emploi est un enjeu essentiel de la politique de cohésion sociale.*

1-2 Criminalité : globalement, même si l'année 2017 a connu une recrudescence de la criminalité (+2924 délits), le nombre de délits commis sur le territoire communal décroit sensiblement depuis 2011 (-16147 délits).

1-3 Revenu d'intégration sociale : à l'échelle des communes, la corrélation entre *le revenu médian par déclaration* et le *nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration sociale* est manifeste. Plus le *revenu médian* des habitants d'une commune est faible, plus augmentent les bénéficiaires d'un *revenu d'intégration sociale.* Les femmes émargent davantage au *revenu d'intégration sociale* (3040 femmes contre 2700 hommes en 2018), les ressortissants des nouveaux *États-membres de l'Union Européenne, les moins de 25 ans et les réfugiés reconnus* enregistrent les plus nettes évolutions du revenu d'intégration sociale communale, évoluant du double au triple de l'effectif de 2006.

Conditionnel du *Revenu d'Intégration Sociale*, l'évolution du *Projet Individualisé d'Intégration Sociale* (2006-2018) est un bon marqueur de la dimension proactive que prennent aujourd'hui les politiques sociales. Depuis octobre 2016, plus de 2828 bénéficiaires du RIS sans PIIS[1] ont été contractualisés. Les *Étrangers Hors Union Européenne* et les *Nouveaux Ressortissants de l'Union Européenne* ont été sensiblement plus contractualisés que leurs congénères de nationalité belge (ratio 2006-2018 : 23,36, 13,42 contre 3,54 pour les nationaux), ce qui impacte directement sur le secteur associatif qui accueille largement ces publics

[1] *Projet Individualisé d'Intégration Sociale*

1-4 Naturalisation belge, réfugiés et primo-arrivant : avec un total de 5084 unités, *les ressortissants marocains forment encore le premier effectif des naturalisés belges en 2017.* Néanmoins, avec des augmentations de 1381 et 2031 unités, par rapport à l'effectif initial, toute chose égale par ailleurs, *ce sont surtout les ressortissants anglais et roumains qui ont le plus bénéficiés de la naturalisation belge ces dix dernières années.*

En 2017, 19.688 personnes ont introduit une demande de protection internationale, parmi eux 1309 réfugiés réinstallés en Belgique. Avec 21.257 primo-arrivants résidant sur le territoire communal (16,5% de l'effectif global), la Ville de Bruxelles *reste de loin la première terre d'accueil des primo-arrivants.*

1-5 Statistiques par quartier : À l'échelle des quartiers, on peut considérer que *la jeunesse d'un territoire densément peuplé est un marqueur de sa paupérisation (revenu médian, taux d'emploi, indice de richesse, taux de propriétaires inférieurs à la moyenne communale).* Par ailleurs, *il n'existe pas une corrélation significative entre la part des logements occupés par un propriétaire et la part des logements sociaux.* En d'autres termes, l'accès au logement social ne compense pas la difficulté d'accès à la propriété privée dans certains quartiers.

En ce qui concerne la criminalité, la division *Martyrs-Sablon* (Centre-Ville) concentre les pourcentages les plus élevés en matière de faits de délinquance enregistrés (4332 délits : 31,98% de l'effectif global). Contrairement à une idée reçue, la délinquance ne sévit pas systématiquement dans les périmètres relégués de la commune (ex : moins de 7% des faits commis à Saint-Roch : quartier Nord, toutes catégories confondues). Le sentiment d'insécurité à l'endroit des quartiers populaires surpasse donc la réalité.

2- De l'état des lieux de l'action associative globale du contrat communal : cohésion sociale

Pour rappel, le Collège de la Cocof a défini 4 thématiques prioritaires pour ce qui concerne le programme quinquennal de cohésion sociale 2016-2020:

PRIORITE 1 : le soutien et l'accompagnement à la scolarité

PRIORITE 2 : l'apprentissage et l'appropriation de la langue française en tant que citoyen actif

PRIORITE 3 : la citoyenneté interculturelle. Elle se décline en 2 types d'action:

A. les permanences socio–juridiques ;

B. les modules d'initiation à la vie citoyenne ;

PRIORITE 4 : le « vivre-ensemble ». Elle se décline en 2 types d'action:

A. la production et diffusion d'outils à vocation socioculturelle ;

B. la diffusion et sensibilisation à l'interculturalité

En 2018, *le contrat communal de Cohésion sociale desservait 43 actions prioritaires.* 25 actions de soutien scolaire (58% des actions globales), 14 actions Alpha/Fle (32% des actions globales), 2 actions de vivre ensemble (outil à vocation socioculturelle) et 2 actions de vivre ensemble (sensibilisation à l'interculturalité).

A- Soutien scolaire (25 actions)

Globalement, même si les activités typiquement scolaires dominent largement le contrat communal (*aide aux devoirs* : 24 actions, *atelier méthodologique* : 16 actions, *remédiation* : 15 actions), l'offre en soutien scolaire dessert une large palette *d'activités socioculturelles, citoyennes ou des modules de sensibilisation à l'environnement.* En ce qui concerne la saturation de l'offre, 717 jeunes n'ont pu s'inscrire aux activités de soutien scolaire en 2018.

Sur le plan des ressources humaines, 165 permanents et 172 volontaires sont affectées aux projets de soutien scolaire pour un total de 74 équivalents temps plein. Les femmes sont plus nombreuses (58% et 55% de l'effectif global).

En ce qui concerne le partenariat, globalement, les responsables des projets de soutien scolaire ont contracté plus de 96 partenariats. La moitié de ces partenariats sont dédiés aux *activités citoyennes* (13,54% de l'effectif global), *les activités socioculturelles* (16,66%) et *l'accompagnement et aide aux devoirs* (18,75%).

Selon la provenance scolaire, **2.167 jeunes ont fréquenté les activités de soutien scolaire**. Même si cette donnée ne recoupe pas tout à fait celle qui relève des registres d'inscriptions (3.162 inscrits), on peut estimer légitimement que **l'offre de soutien scolaire du contrat communal profite à peu près à 2.000 jeunes.** La parité est respectée (49,97% de femmes pour 50,03% d'hommes), l'offre profite essentiellement aux 6-12 ans (59,17% de l'effectif global) et au 12-18 ans (35,58% de l'effectif global). Le public accueilli est considérablement géo-localisé. Plus de 87% de l'effectif accueilli fréquentent des écoles situées sur le périmètre communal (Bruxelles-Ville, Laeken, NOH, Haren) auxquelles on peut implémenter les 5% des jeunes fréquentant des établissements situés dans les communes frontalières de la Ville de Bruxelles.

En ce qui concerne les ateliers thématiques développés par les membres-opérateurs avec les parents, les initiatives dédiées à la *vie et au système scolaire* (7 actions), *l'empowerment* (6 actions), *l'éducation aux médias* (4 actions) sont celles qui rencontrent le plus de succès. Quant aux besoins exprimés par les parents, avec plus de 17 énoncés, *il semble que les initiatives dédiées à la pédagogie du système scolaire (information, législation, communication, décision, participation) couvrent une demande urgente. La réussite scolaire des enfants, le renforcement de la langue française, l'angoisse parentale et le besoin d'un espace de paroles* pour les parents définissent d'autres besoins fortement exprimés par les parents.

En ce qui concerne les difficultés dans la mise en œuvre de l'action de soutien scolaire, *l'instabilité et manque de qualification des bénévoles, l'angoisse et le décrochage parental, la barrière linguistique, le manque de moyens et les infrastructures inadaptées* restent les principaux obstacles à surmonter.

En ce qui concerne les formations suivies par les permanents et bénévoles, les *modules pédagogiques, les formations orientées sur des publics spécifiques (adolescents), les outils d'animation et la formation qualifiante* rencontrent le plus de succès sur le terrain.

B- Alphabétisation (14 actions)

Selon le registre de fréquentation des activités, **1.735 participants ont fréquenté les cours d'alphabétisation/Fle organisés par les 14 membres-opérateurs du contrat communal.** Ce public est plus féminin (59,65% de l'effectif global), 49% d'entre eux sont des nouveaux inscrits, 3,5% sont nés en Belgique tandis que les 25-65 ans englobent à peu près 85% de l'effectif global. Avec 508 participants et 31 groupes d'apprentissage, les modules *Alpha-Fle* dominent largement l'offre communale (1/3 de l'effectif global).

Sur le plan des ressources humaines, 51 permanents sont affectés aux projets d'alphabétisation pour un total de 36,78 équivalents temps plein. 75% de cet effectif est féminin. 113 volontaires recrutés en bonne partie avant 2017 viennent épauler ces employés à raison de 4 à 9 heures semaine.

En ce qui concerne les taux d'encadrement (P1-P2),[2] **en moyenne un équivalent temps plein (permanent) dessert entre 40 et 45 participants, un bénévole travaillant moins de 9 heures semaine dessert entre 35 et 40 participants (P1-P2 confondus).** *Au niveau communal et régional, cette base pourrait servir de point de repère à une future affectation des moyens financiers par axe prioritaire* même si cette variable d'ajustement ne tient pas compte de la *force financière de l'association* (bilan comptable, nombre ETP, de locaux et d'espaces disponibles), des *libertés subsidiées* permettant aux associations de renforcer considérablement leurs ressources humaines et de la *mainmise du bénévolat* sur l'alphabétisation.

En ce qui concerne le partenariat, globalement, 62 partenariats ont été contractés par les 15 opérateurs d'alphabétisation en 2018. La *co-animation d'activités, l'encadrement pédagogique et méthodologique et la mise à disposition des locaux* concentrent plus de 65% des partenariats contractés.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet, *l'irrégularité des publics pour des motifs impérieux, l'instabilité des bénévoles, l'hétérogénéité des niveaux d'apprentissage* restent les principaux obstacles à contourner sur le terrain.

En ce qui concerne les formations suivies par les permanents et bénévoles, les *modules pédagogiques, l'expertise sur des domaines spécifiques, les outils d'animation* rencontrent le plus de succès sur le terrain.

C- Vivre ensemble (4 actions)

Quatre membres-opérateurs développent des actions de vivre-ensemble sur le territoire communal. Deux projets de production et diffusion d'outils à vocation socioculturelle, deux projets de sensibilisation à l'interculturalité.

- Le projet « Bruxelles ensemble » regroupe une quarantaine de jeunes des quartiers d'Anneessens et Molenbeek autour d'un spectacle « chant-théâtre » réalisé en étroite collaboration avec la « Chorale des Lapins de Garennes » de Boitsfort.

---

[2] Nombre moyen de participants par encadrant

- Le projet « Médiacité » est une initiative citoyenne, socio-artistique (initiation à la photo et aux techniques cinématographique) menée par et avec les adolescents d'Anneessens.

- Le projet « Dimanche à la maison » permet aux familles résidant à Laeken de se retrouver dans un espace-temps où il sera possible de se détendre, participer à des ateliers d'expression artistique, un dimanche après-midi tous les deux mois.

- Un projet d'initiation au dialogue interculturel, de sensibilisation citoyenne, développé dans les Marolles au détour d'une offre d'activités plurielles : évènements festifs regroupant associations et habitants du quartier, don de sang, atelier philosophique, pièce de théâtre…

Sur le plan des publics, **48 personnes** ont participé *aux initiatives de production et diffusion d'outils à vocation socioculturelle* (P4A) et de **1.300 à 1.500 personnes** aux *initiatives de diffusion d'outils visant la sensibilisation à l'interculturalité* (P4B). Ces initiatives ont profité davantage aux femmes et aux adolescents (P4A), aux jeunes adultes et familles de Laeken (P4B). 21 permanents (6 ETP), 24 bénévoles ont travaillé sur ces projets à raison de 4 à 9 heures/semaine majoritairement.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet, *la disponibilité et l'irrégularité des participants, la réticence qu'ont certains parents à confier leurs enfants, le manque de motivation des jeunes, les locaux inadaptés, les attitudes de repli et préjugés culturels, la collaboration avec les partenaires locaux, la difficulté à trouver des artistes engagés et preneur du projet et la tendance de certains partenaires du projet à s'appuyer sur les efforts du porteur de projet* définissent les principaux obstacles à contourner sur le terrain.

Enseignements

1- Le « ciblage territorial » : un impératif communal

Le niveau communal atteste d'un espace qui se singularise surtout **par sa forte densité de population, sa particulière jeunesse (15 mois inférieurs à la moyenne régionale), une part moins importante de propriétaires (pas suffisamment compensée par l'accès au logement social), l'infériorité de son revenu médian (-1270 euros), sa profusion de primo-arrivants (plus de 20.000 primo-arrivants) et une forte concentration de la criminalité au centre-ville**. Nous ne reviendrons pas ici sur les particularités que présente un territoire communal interjeté entre trois morphologies urbaines (gentrification, périurbanisation, relégation), chacune dépositaire de son type d'habitat, son style de vie, son lot de contrastes, d'habitudes culturelles et d'inégalités. Disons seulement que pour une commune aussi vaste et contrastée que la Ville de Bruxelles - espace où le cosmopolitisme de surface de certains quartiers donne la réplique à la ghettoïsation rampante de zones concentrationnaires de jeunes désœuvrés- ; **plus que jamais le principe du « ciblage territorial » reste d'actualité**. L'idée de concentrer certains moyens dans les périmètres déficitaires de la commune renforce « lentement mais surement » la dynamique cohésive des quartiers. Si le financement « Cohésion sociale » ne permet pas d'endiguer entièrement des problématiques, des dysfonctionnements dépassant de loin les enjeux de la sphère locale, il est indéniable que sans ces moyens, la situation ne peut qu'empirer. Cette consolidation de l'action du vivre ensemble dans les quartiers les plus paupérisés est cruciale quand on sait la durée dans laquelle s'inscrivent les processus de cohésion sociale. **Elle adosse une fonction de « justice distributive » à l'instant même où les nouvelles orientations de la politique régionale de Cohésion sociale semble remettre en question le principe du « ciblage territorial » en concédant à toute asbl située en Région Bruxelloise une possibilité d'introduire une demande d'agrément**. Si la consolidation, la pérennité et la continuité du dispositif - dans l'état actuel des choses- ont été garanties par les autorités compétentes lors des concertations locales, **on est en droit de s'inquiéter devant un dispositif qui, sur le long terme, pourrait davantage s'éparpiller vers des zones plus nanties en raison de dilatation des demandes d'agréments.**

2- Activation des trajectoires d'insertion versus émancipation des apprenants

C'est à bon escient que nous avons mobilisé cette année les données statistiques reprises dans le *Baromètre de l'intégration sociale* (SPP Intégration sociale). D'une part, les responsables associatifs n'en finissent pas de dénoncer des politiques d'activation exerçant une pression psychologique sur leurs apprenants, les contraignant à délivrer régulièrement des attestations de fréquentation de cours, à se solidariser avec des usagers tétanisés à l'idée de perdre leurs moyens de survie ; d'autre part, **les visites réalisées par la coordination locale démontrent que 20 à 30% des apprenants qui fréquentent les cours d'alphabétisation dépendent désormais des CPAS, l'institution réglant souvent les frais d'inscription dans le cadre d'une contractualisation du bénéficiaire du revenu d'intégration sociale par le biais du *Projet Individualisé d'Intégration Sociale***. Le *Baromètre de l'intégration sociale* a le grand mérite de mettre des chiffres sur cette réalité. **On constate d'une part, que la contractualisation des trajectoires d'insertion a explosé sur le territoire communal à partir d'octobre 2016, avec une**

activation de plus de 2.828 bénéficiaires du revenu d'intégration sociale (*Projet Individualisé d'Intégration Sociale*). D'autre part, que les *Étrangers Hors Union Européenne*, les *Nouveaux Ressortissants de l'Union Européenne, les étudiants dans une moindre mesure,* ont été sensiblement plus contractualisés que les RIS nationaux (ratio[3] 2006-2018 : 23,36, 13,42 pour les deux premiers). Si ce différentiel de traitement s'explique en partie par l'accueil massif d'étrangers (EHUE, RE) sur le territoire communal ces dix dernières années, il n'en demeure pas moins que **cette dynamique impacte directement sur le secteur associatif qui accueille essentiellement ces publics dans ses locaux**. Ce qui met à mal les responsables associatifs **devant l'ambivalence de politiques publiques aux visées diamétralement opposées : d'une part, les CPAS s'inscrivant dans une logique d'activation et contrôle de ses bénéficiaires (cfr directive européenne de l'employabilité) ; d'autre part, une politique de Cohésion sociale qui vise le renforcement des capacitations des apprenants à partir d'une participation volontaire de l'apprenant et dans une logique d'émancipation sociale**. Si la proactivité semble aujourd'hui l'impérium incontournable des directives européennes, des dynamiques de concertation entre société civile, responsables des CPAS et pouvoirs subsidiants ne pourront que renforcer une vision plus humaniste et intégrée de la politique de Cohésion sociale.

3- Le soutien parental : « voici mon SOS ! »

Les initiatives réalisées dans le cadre des activités de soutien parental, à plus forte raison, les attentes parentales à l'endroit de ce soutien sont particulièrement instructives cette année. **D'abord parce que initiatives et besoins exprimés disqualifient largement la vision d'un soutien parental censé renforcer l'adulte dans son « rôle de parent », consolider le lien intrafamilial, rassembler enfants et parents autour de moments générateurs de liens de transmission**. Ensuite, parce que **la majorité des besoins exprimés par les parents semblent comme adresser un signal de détresse à l'école**. De fait, les initiatives dédiées à *la vie et au système scolaire* (7 actions), *l'empowerment* (6 actions), *l'éducation aux médias* (4 actions) sont celles qui rencontrent le plus de succès sur le terrain. Quant aux besoins exprimés par les parents : ***la réussite scolaire des enfants, le renforcement de la langue française, le désengorgement de l'angoisse parentale, le besoin d'un espace de paroles et surtout, avec plus de 17 énoncés, les initiatives dédiées à la pédagogie du système scolaire*** **(information, législation, communication, décision, participation) sont un SOS adressé à l'école.** Si bien qu'entre ce qui est fait sur le terrain en matière de soutien parental et ce que les parents attendent, on peut affirmer que s'il existe bien un lien d'affinité (assez timide), **les besoins exprimés par les parents sont essentiellement focalisés sur la réussite scolaire des enfants, la capacité de renforcer leurs capacitations, d'intégrer les codes scolaires, de dialoguer avec l'école, d'emmagasiner des stratégies gagnantes devant une école qui leur semble tragiquement inégalitaire cependant qu'elle reste à leurs yeux le seul vecteur d'émancipation**. Le soutien parental est donc à la **fois porteur d'une espérance démocratique et celui d'une forme de résignation, l'aveu d'une défaite comme celui d'une promesse d'avenir pour les enfants.** Cette demande de « capacitations » est d'autant plus criante **qu'elle revêt un caractère polymorphe** : « cours de langue française » pour renforcer le lien entre l'école et les parents, parents et enfants (rupture générationnelle), des

[3] 1= nombre de bénéficiaires du PIIS en 2006

« espaces de parole » pour s'accorder un moment de répit, partager des expériences de vie - parfois tragiques- et surtout, des capacités d'interagir avec le système scolaire pour en comprendre les codes, les ressorts, communiquer avec ses principaux acteurs pour en dernière analyse, agir efficacement sur la trajectoire des enfants. **Des modules de formation orientés sur ce type de demande semblent aujourd'hui incontournables**. D'autant que les primo-arrivants, dans une situation encore moins enviable à l'école (pas de place dans les classes Daspa, méthodes d'apprentissage non adaptées à ces publics) attendent également des initiatives renforçant leur capital linguistique, leur compréhension du système scolaire au sens large du terme.

4- Bénévolat associatif et division du travail

La question des bénévoles reste assez problématique dans le secteur. **D'autant que ces derniers restent des acteurs incontournables du dispositif de Cohésion sociale** (172 volontaires en P1, 113 volontaires en P2 et 24 en P4). Quant aux dysfonctionnements, ils sont récurrents, bien connus, ils reviennent chaque année dans les rapportages : instabilité des bénévoles suspendue à une recherche de meilleures opportunités ailleurs, qualifications insuffisantes ou inadaptées, difficulté à les inscrire dans le projet pédagogique de l'association, plafond de 1.350 euros endiguant une consolidation du bénévolat associatif, entraînant même certains responsables associatifs à multiplier les volontaires pour ne pas dépasser le forfait légal, absence d'une pédagogie et une vision commune de l'alphabétisation (chacun vient avec son style parfois, ses préjugés) et tendance à renvoyer les aspects disciplinaires aux seuls permanents. Dans l'état actuel des choses, comme signalé dans un rapport précédent, le bénévolat associatif est à **la base d'une division du travail associatif : le volontaire s'inscrit volontiers dans une mentalité « du court terme et de la prestation pour un travail nettement défini » qui déstabilise irréductiblement l'approche globale et intégrée que nécessite une véritable politique de Cohésion sociale.** Si chacun peut se réjouir de la fenêtre d'opportunité qui se profile à l'endroit d'une politique de Cohésion sociale désormais disposée à financer la formation des bénévoles (ce qui n'était pas le cas précédemment), il est indéniable qu'un bénévolat de qualité dans le secteur associatif nécessite la mise sur pied de **modules de formation orientés sur les attentes du dispositif de Cohésion sociale (destinés exclusivement aux bénévoles et volontaires), une révision à la hausse du forfait annuel accordé aux volontaires (idéalement: 5.000 euros/an), la création d'un statut de volontaire spécifique au secteur de l'alphabétisation, un seuil minimum de 8 heures de bénévolat hebdomadaire qui permettrait d'endiguer l'atomisation du secteur en inscrivant davantage le bénévole dans le projet global de l'association.** Sans cela, les acteurs associatifs n'ont d'autre alternative que bricoler.

- VERTALING -

COORDINATIE VAN DE ACTIES VOOR SOCIALE VERANKERING VAN DE STAD BRUSSEL

JAARVERSLAG 2018

SYNTHESE VAN DE ASSOCIATIEVE JAARVERSLAGEN VAN DE ACTIES VOOR SOCIALE VERANKERING

1-. Analyse van de lokale problematiek in verband met de belangen voor sociale verankering : Sociologisch-demografie van de gemeente.

1-1. **Bevolking, inkomsten, ledige werkzoekers :** Met 197.277 inwoners (2018) is de Stad Brussel de dichtbevolkste gemeente van de Brusselse Regio. Dit is een jonge bevolking (gemiddelde van 36 jaar tegen 37 jaar en 5 maand voor RBC), er zijn minder eigenaars (26% tegen 38% (RBC), het gemiddelde gemeentelijke inkomen is lager dan het regionaal gemiddelde (differentieel van 1.270 euro), uiteindelijk telt de gemeente 15.180 ledige werkzoekers op een totaal van 93.392 (RBC), zijnde 16.25% van het regionaal aantal. Het grootste aantal ledige werkzoekers bezit een zwak niveau van inlichtingen (meer dan 70% van het gemeentelijk aantal tegen 66% RBC) *dit heeft tot gevolg dat de vorming van de werkzoekenden een essentiële uitdaging is voor het beleid van de sociale verankering.*

1-2. **Criminaliteit :** in zijn geheel, zelfs als het jaar 2017 een heropleving van de criminaliteit kende (+2924 delicten) is het aantal delicten gepleegd op het gemeentelijk grondgebied aanzienlijk verminderd vanaf 2011 (-16147 delicten).

1-3. **Inkomsten sociale integratie :** op schaal van de gemeenten is de samenhang tussen *het gemiddelde inkomen per aangifte* en het *aantal begunstigden van de inkomsten voor sociale integratie* overduidelijk. Hoe lager het *gemiddelde inkomen* van de inwoners van een gemeente hoe meer begunstigden van een *inkomen voor sociale integratie.* Er staan meer vrouwen op de loonlijst *van de inkomsten voor sociale integratie (3040 vrouwen tegen 2700 mannen in 2018),* de onderdanen van de *nieuwe Staatsleden van de Europese Unie, de – 25 jarigen en de erkende vluchtelingen,* vertonen de zuiverste evolutie van het inkomen voor gemeentelijke sociale integratie, evoluerend van het dubbele tot het drievoudige van het effectief in 2006.

Voorwaarden van *het inkomen voor sociale integratie* de evolutie van « *Projet individualisé d'Integration Sociale* » (2006-2018) is een goede aanwijzing van de proactieve afmeting die het sociale beleid vandaag aannemen. Vanaf oktober 2016 zijn meer dan 2828 begunstigden van het RIS zonder « PIIS »[1] tijdelijk tewerkgesteld. De *buitenlanders van buiten de Europese Unie* en de *nieuwe Staatsleden van de Europese Unie* zijn aanzienlijk meer tijdelijk tewerkgesteld dan hun soortgenoten van Belgische nationaliteit (ratio 2006-2018 : 23,36, 13,42 tegen 3,54 nationaal), die direct gevolg heeft op het verenigingssector die ruimschoots zijn publiek onthaalt.

---

[1] *Projet Individualisé d'Intégration Sociale*

1-4 Belgische Naturalisatie, vluchtelingen en nieuwkomers : met een totaal van 5084 eenheden, *vormen de Marokkaanse onderdanen het grootste aantal van genaturaliseerde Belgen in 2017.* Niettegenstaande de vermeerderingen van 1381 en 2031 eenheden ter vergelijking het effectieve eerste verslag blijft alles hetzelfde, *het zijn vooral de Britse en Roemeense onderdanen die genoten hebben van de Belgische naturalisatie de laatste tien jaar.*

In 2017 hebben 19.688 personen een aanvraag tot internationale bescherming aangevraagd waaronder 1309 vluchtelingen opnieuw geïnstalleerd in België. Met 21.257 nieuwkomers verblijvende op het gemeentelijke grondgebied (16.5% van het daadwerkelijke totaal, blijft de Stad Brussel *veruit de eerste onthaalplaats van de nieuwkomers.*

1-5 Statistieken per wijk : op schaal van de wijken kunnen we beschouwen dat *de jeugd van een dichtbevolkte wijk een aangever is van zijn verarming (gemiddelde inkomen, arbeidsaantal, welvaartsindex, aantal eigenaren lager dan het gemeentelijke gemiddelde).* Bovendien, *bestaat er geen veelzeggende samenhang tussen het deel van woningen bezet door een eigenaar en het deel van sociale woningen).* In andere termen, de toegang tot de sociale huisvesting compenseert niet de moeilijkheden tot toegang tot privaateigendommen in bepaalde wijken.

Wat betreft criminaliteit concentreert de afdeling *Martyrs –Sablon (* Brussel centrum) het hoogste percentage aan gepleegde misdadige feiten (4332 feiten : 31,98% van het daadwerkelijke totaal). In tegenstelling tot een verkregen idee, overheerst de criminaliteit niet systematisch in de verbande perimeters van de gemeente(bv. : minder dan 7%van feiten gepleegd te Saint-Roch : Noordwijk, alle vermengde categorieën). Het onveiligheidsgevoel op de volkswijken overstijgt dus de realiteit.

2- De staat van onderhoud van de verenigde algemene actie van de gemeentelijke overeenkomst : sociale verankering.

Ter herinnering, het College van het Cocof heeft 4 prioritaire thema's gedefinieerd wat betreft het vijfjaarlijkse programma voor de sociale verankering 2016-2020:

1° PRIORITEIT : Ondersteuning en begeleiding bij de leerplicht:

2° PRIORITEIT : Aanleren en toe-eigenen van de Franse taal als actief burger:

3° PRIORITEIT : Het interculturele burgerschap ;

A. De sociaaljuridische permanenties;
B. De initiatie modules tot het burgerleven;

4° PRIORITEIT: het « vivre-ensemble » ze verbuigt zich in 2 soorten van acties:

A. De productie en verspreiding van de hulpmiddelen bestemd voor het sociaal-culturele;
B. Verspreiding en sensibilisatie tot de interculturaliteit;

In 2018 kwam de *Gemeentelijke overeenkomst uit op 43 prioritaire acties* : 25 acties voor schoolse ondersteuning (58% globale acties), 14 acties Alpha/Fle (32% globale acties), 2 acties van samenleven (hulpmiddel bestemd voor het sociaal-culturele) en 2 acties samenleven (sensibilisatie tot de interculturaliteit).

A- Schoolondersteuning (25 acties)

Over het algemeen zelfs als de typische schoolse activiteiten ruimschoots de gemeentelijke overeenkomst domineren (*hulp bij huistaken :* 24 acties, *methodologische workshop:* 16 acties, *He begeleiding* :15 acties), het aanbod van schoolse ondersteuning heeft een ruim aanbod aan *sociaal-culturele-, burgerlijke activiteiten of modules ter sensibilisatie tot de omgeving.* Wat betreft de verzadiging van het aanbod , 717 jongeren hebben zich niet kunnen inschrijven voor de activiteiten voor schoolse ondersteuning in 2018.

Op gebied van Human Resources, 165 permanente en 172 vrijwilligers zijn toegewezen aan de projecten voor schoolse ondersteuning voor een totaal van 74 voltijdse equivalenten. De vrouwen zijn het talrijkst 58% en 55% van het globale effectief).

Op vlak van partnerschap, over het algemeen hebben de verantwoordelijken van de projecten voor schoolse ondersteuning meer dan 96 partnerschappen aangegaan. De helft van deze partnerschappen zijn bestemd voor *Burgerlijke activiteiten* (13,54% van het globale effectief), *socioculturele activiteiten* (16,66%) en *begeleiding en hulp bij huistaken* (18,75%).

Volgens de schoolse afkomst , **hebben 2.167 jongeren de activiteiten voor schoolse ondersteuning bezocht.** Zelfs als deze gegevens niet vergeleken kunnen worden met de gegevens die uit het inschrijvingsregister voortkomen (3.162 inschrijvingen), kunnen we wettelijk stellen dat **het aanbod voor schoolse ondersteuning van de Gemeentelijke overeenkomst geniet van ongeveer 2.000 jongeren.** De gelijkheid wordt gerespecteerd (49.97% vrouwen tegenover 50.03% mannen) het aanbod bevoordeeld voornamelijk de 6-12 jarigen (59.17% van het globale effectief) en de 12-18 jarigen(35,58% van het globale effectief). Het onthaalde publiek is voornamelijk geologisch gelokaliseerd. Meer dan 87% van het onthaalde effectief bezoekt de scholen gelegen in de gemeentelijke perimeter (Stad Brussel, Laken, NOH, Haren) waaraan we 5% kunnen toevoegen van jongeren die de instellingen gesitueerd in de grensgemeenten van de Stad Brussel bezoeken.

Wat betreft de thematische workshops ontwikkeld door de leden-operatoren met de ouders, de initiatieven gewijd aan "*la vie et au système scolaire*" (7 acties), "*L'empowerment*" (6 acties), "*Opleiding tot de media" (4 acties)* zijn deze die het meeste succes oogsten. Wat betreft de behoeften geuit door de ouders met meer dan 17 verklaringen, *blijkt dat de initiatieven besteed aan de pedagogie van het schoolsysteem (informatie, wetgeving, communicatie, beslissing, deelname) een dringende vraag bestrijken. Het schoolse slagen van de kinderen, het verstevigen van de Franse taal, de ouderlijke angst en de nood aan een spreekruimte* voor de ouders bepalen andere behoeften sterk uitgedrukt door de ouders.

Wat betreft de moeilijkheden bij het in het werking stellen van de actie tot schoolse ondersteuning, *de onstabiliteit en het missen van kwalificaties van de vrijwilligers, de ouderlijke angst en het afhaken, de taalbarrière, het ontbreken van middelen en onaangepaste infrastructuren* blijven de voornaamste obstakels om te overwinnen.

War betreft de vormingen gevolgd door de permanente en de vrijwilligers, kennen de *pedagogische, de vormingen gericht tot een specifiek publiek (adolescenten), de animatiewerktuigen en de kwalitatieve scholing* het meeste succes op het terrein.

B- Alfabetisering (14 acties)

Volgens het bezoekersregister van de activiteiten , **hebben 1.735 deelnemers de lessen alfabetisering /Fle georganiseerd door de 14 leden-operatoren van de Gemeentelijke overeenkomst gevolgd.** Dit publiek is eerder vrouwelijk (59,65% van het globale effectief), 49% onder hen zijn nieuw ingeschrevenen, 3,5% zijn geboren te België niettegenstaande dat de 25-65 jarigen ongeveer 85% omvatten van het globale effectief. Met 508 deelnemers en 31 opleidingsgroepen, overheersen de modules *Alpha/Fle* ruimschoots het gemeentelijk aanbod (1/3 van het globale effectief).

Op gebied van Human Resources, 51 permanente zijn toegewezen aan de projecten ter alfabetisering voor een totaal equivalenten van 36,78 voltijdse. 75% van het effectief is vrouwelijk. 113 vrijwilligers voor een groot deel aangeworven voor 2017 komen deze werknemers ondersteunen gedurende 4 tot 9 uur per week.

Wat betreft het omkaderingscijfer (P1-P2)[2], **het gemiddeld equivalent van voltijdse (permanent) komt uit tussen 40 en 45 deelnemers, een vrijwilliger die minder dan 9 uur per werkt komt uit tussen 35 en 40 deelnemers (P1-P2 vermengt).** *Op gemeentelijk en regionaal niveau kan deze basis dienen als referentiepunt voor een toekomstige aanstelling van financiële middelen per prioritaire as* zelfs als deze aanpassingsvariabele geen rekening houd met de *financiële kracht van de vereniging* (boekhoudkundig verslag, aantal "ETP", de beschikbare lokalen en ruimten), de gesubsidieerde vrijheden laten de verenigingen toe om hun Human Resources en het *overwicht van het vrijwilligerswerk* over alfabetisering aanzienlijk te versterken.

Op vlak van partnerschap, over het algemeen zijn 62 partnerschappen aangegaan door de 15 alfabetiseringsoperatoren in 2018. *De co-animatie van activiteiten, de pedagogische omkadering en methodologie en het ter beschikking stellen van lokalen* bundelen meer dan 65% van de aangegane partnerschappen.

Wat betreft de moeilijkheden tegengekomen bij het in het werking stellen van het project *onregelmatigheden van het publiek voor dringende redenen, instabiliteit van de vrijwilligers, heterogeniteit van het scholingsniveau* blijven de voornaamste obstakels om te overwinnen.

War betreft de vormingen gevolgd door de permanente en de vrijwilligers, kennen de *pedagogische modules, bekwaamheid op specifieke gebieden, de animatie werktuigen* het meeste succes op het terrein.

C- Samenleven (4 acties)

4 operatorleden ontwikkelen acties aangaande samenleven op het gemeentelijke grondgebied. Twee projecten ter productie en verspreiding van de hulpmiddelen bestemd voor het sociaal-culturele, twee projecten ter sensibilisatie tot de interculturaliteit.

- Het project « Bruxelles ensemble » hergroepeert een 40 –tal jongeren van de wijk Anneessens en Molenbeek rondom het spektakel « chant-théâtre » gerealiseerd in nauwe samenwerking met « Chorale des Lapins de Garennes » van Bosvoorde.

- Het project « Médiacité » is een burgerlijk sociaal-artistiek initiatief (initiatie in de foto en tot de filmkunst) geleid door en met de adolescenten van Anneessens.

- Het project « Dimanche à la Maison » laat de families woonachtig te Laken toe elkaar te ontmoeten in een ruimtetijd waar het mogelijk is zich te ontspannen , deel te nemen aan workshops voor artistieke expressie één zondag namiddag iedere twee maanden.

---

[2] Aantal gemiddelde deelnemers per begeleider

-Een initiatieproject tot interculturele dialoog, burgerlijke sensibilisatie, ontwikkeld in de Marollen rondom een aanbod van meerdere activiteiten : feestelijke evenementen die de verenigingen en de bewoners van wijk verenigen, bloedgave, filosofische workshop, toneelstuk,…

Op gebied van het publiek, **48 personen** hebben deelgenomen *aan de initiatieven voor productie en verspreiding van de werkmiddelen bestemd voor het socioculturele* (P4A) en van **1.300 tot 1.500 personen** *aan de initiatieven voor verspreiding van hulpmiddelen gericht tot de sensibilisatie van de interculturaliteit* (P4B). Deze initiatieven hebben meer vrouwen en adolescenten bevoordeeld (P4A), de jongvolwassenen en de families van Laken (P4B). 21 permanente (6 ETP), 24 vrijwilligers hebben gewerkt op de projecten bij wijze van 4 tot 9 uur per week.

Wat betreft de moeilijkheden tegengekomen bij het in het werking stellen van het project *de beschikbaarheid en de onregelmatigheid van de deelnemers, de aarzeling van sommige ouders hun kinderen toe te vertrouwen, het ontbreken van de motivatie bij de jongeren, de onaangepaste lokalen, de terughoudende houding en culturele vooroordelen, de samenwerking met de lokale partners, de moeilijkheid om geëngageerde kunstenaars en projectnemers te vinden en de neiging van sommige projectpartners om te vertrouwen op de inspanningen van de projectleider,* bepalen de belangrijkste obstakels die op het terrein moeten worden overwonnen.

Inlichtingen

1- Het "Territoriaal doelwit": een gemeenschappelijke verplichting

Het gemeentelijk niveau getuigt van een gebied dat vooral wordt gekenmerkt **door zijn hoge bevolkingsdichtheid, zijn bijzondere jeugd (15 maanden lager dan het gewestelijk gemiddelde), een kleiner aandeel van de eigenaars (onvoldoende gecompenseerd door de toegang tot sociale huisvesting), het lagere middelste inkomen (-1270 euro), zijn overvloed aan nieuwkomers (meer dan 20.000 nieuwkomers) en een hoge concentratie van criminaliteit in het stadscentrum.** We zullen niet terugkomen op de bijzonderheden van een gemeenschappelijk grondgebied dat zich tussen drie stedelijke vormen (gentrificatie, peri-urbanisatie, verbanning) bevindt, die elk hun woonvorm, zijn levenswijze, zijn deel van tegenstellingen, zijn culturele gewoonten en ongelijkheden hebben. Laten we zeggen dat voor een gemeente zo groot en contrastrijk als de stad Brussel - een ruimte waar het kosmopolitisme van de oppervlakte van bepaalde wijken reageert op de sluipende gettovorming van de concentratiezones van werkloze jongeren – **meer dan ooit blijft het principe van het « territoriaal doelwit » relevant**. Het idee om bepaalde middelen te concentreren in de verlieslatende gebieden van de gemeente versterkt « langzaam maar zeker » de samenhangende dynamiek van de wijken. Als de financiering van de « sociale verankering » het niet mogelijk maakt om de problemen en disfuncties, die veel verder gaan dan wat er op lokaal niveau op het spel staat, volledig te stoppen, kan niet worden ontkend dat de situatie zonder deze middelen alleen maar erger kan worden. Deze consolidatie van samenleven in de meest verarmde wijken is van cruciaal belang als we de duur van de processen van sociale verankering kennen. **Ze ondersteunt de functie van « verdelende gerechtigheid » op het moment dat de nieuwe oriëntaties van het gewestelijk beleid inzake sociale verankering het principe van « territoriaal doelwit » in twijfel lijken te trekken, door elke vzw die in het Brussels Gewest gevestigd is de mogelijkheid te bieden om een aanvraag tot goedkeuring in te dienen.** Als de consolidatie, het voortbestaan en de continuïteit van de inrichting - zoals het er nu uitziet – gewaarborgd door de bevoegde autoriteiten tijdens het lokale overleg, **is er reden tot bezorgdheid over een inrichting dat op de lange termijn versnipperd zou worden over meer welvarende gebieden door de uitbreiding van het aantal vergunningsaanvragen.**

2- Activeren van integratietrajecten versus lerende emancipatie

Het is verstandig dat we dit jaar de statistische gegevens die zijn opgenomen in de barometer van sociale integratie (SPP. sociale integratie) hebben gemobiliseerd. Enerzijds houden de associatieve verantwoordelijken nooit op met het aan de kaak stellen van het activeringsbeleid dat psychologische druk op hun leerlingen uitoefent, waardoor ze gedwongen worden om regelmatig aanwezigheidsattesten aan de lessen te bezorgen, om solidariteit te tonen met gebruikers die verlamd zijn door het idee hun overlevingsmiddelen te verliezen; anderzijds **blijkt uit de bezoeken uitgevoerd door de lokale coördinatie dat 20 tot 30% van de studenten die de alfabetiseringscursussen volgen afhankelijk zijn van het OCMW, de instelling regelt vaak de inschrijvingsonkosten in het kader van een tijdelijke aanstelling van de ontvanger van de inkomsten voor sociale integratie via het « *Projet Individualisé d'Intégration Sociale* ».** De *barometer voor sociale integratie* heeft de grote verdienste cijfers over deze realiteit te geven. **Enerzijds stellen we vast dat de tijdelijke aanstelling van de integratietrajecten op het gemeentelijk grondgebied explodeerde vanaf oktober 2016, met een activering van meer dan 2.828 begunstigden van het inkomen uit sociale integratie** (« ***Projet Individualisé d'Intégration Sociale*** »). Anderzijds werden de *Buitenlanders van buiten de Europese Unie, de nieuwe onderdanen van de Europese Unie, studenten in mindere mate*, aanzienlijk meer tijdelijk aangesteld dan de nationale RIS (ratio[3] 2006-2018: 23.36, 13.42 voor de eerste twee).

---

[3] 1= aantal PIIS begunstigden in 2006

Als dit verschil in behandeling gedeeltelijk kan worden verklaard door de massale toestroom van buitenlanders (EHUE, RE) op het gemeentelijk grondgebied in de afgelopen tien jaar, blijft het feit dat **deze dynamiek een directe impact heeft op de associatieve sector die voornamelijk dit publiek onthaalt in zijn lokalen.** Dit stelt de associatieve verantwoordelijken in het nadeel **ten opzichte van de tweeslachtigheid van het overheidsbeleid met lijnrecht tegenovergestelde bedoelingen: enerzijds, sluiten de OCMW 's zich aan bij een logica van activering en controle van zijn begunstigden (vgl. Europese richtlijn inzake inzetbaarheid) ; anderzijds een sociaal verankeringsbeleid dat erop gericht is de vaardigheden van de leerlingen te versterken door een vrijwillige deelname van de leerling en in een logica van sociale emancipatie.** Als de pro activiteit vandaag de dag het onvermijdelijke imperium van de Europese richtlijnen lijkt, kan de dynamiek van het overleg tussen de burgermaatschappij, verantwoordelijken van de OCMW 's en subsidiërende bevoegdheden alleen een meer humanistische en geïntegreerde visie op het sociale cohesiebeleid versterken.

3- De ouderlijke ondersteuning: « Ziehier mijn SOS! »

De initiatieven gerealiseerd in het kader voor activiteiten ter ouderlijke ondersteuning, en meer nog, de ouderlijke verwachtingen van deze ondersteuning zijn dit jaar bijzonder leerzaam. **Ten eerste, omdat de uitgedrukte initiatieven en behoeften grotendeels de visie van ouderlijke ondersteuning uitsluiten die de volwassene in zijn « ouderrol » zou moeten versterken, de band binnen het gezin moet consolideren, kinderen en ouders samenbrengen rond momenten die transmissieverbindingen genereren.** Vervolgens, omdat het **merendeel van de behoeften geuit door de ouders een signaal van wanhoop lijkt uit te sturen naar de school.** *In Feite hebben* de initiatieven die gericht zijn op *het leven en het schoolsysteem* (7 acties), *empowerment* (6 acties) en opleiding tot de media (4 acties) het meeste succes op het terrein Wat betreft de behoeften uitgedrukt door de ouders : ***het schoolse slagen van de kinderen, het verstevigen van de Franse taal, het ontlasten van de ouderlijke angst, de nood aan een spreekruimte en vooral met meer dan 17 verklaringen de initiatieven besteed aan de pedagogie van het schoolsysteem (informatie, wetgeving, communicatie, beslissing, deelname) zijn een SOS gericht aan de school.*** Tussen wat er in de praktijk wordt gedaan in termen van ouderlijke ondersteuning en wat de ouders verwachten, kan dus worden gezegd dat er weliswaar een (eerder bescheiden) affiniteit bestaat, **de behoeften geuit door de ouders zijn vooral gericht op het schoolse slagen van de kinderen, het vermogen om hun capaciteiten te versterken, de integratie van de schoolcodes, de dialoog met de school, het bewaren van winnende strategieën voor een school die tragisch ongelijk is aan hen, terwijl dat in hun ogen de enige overbrenger voor de emancipatie blijft.** De ouderlijke ondersteuning is dus **zowel drager van een democratische hoop als een vorm van berusting, een erkenning van mislukking zoals een toekomstbelofte voor de kinderen.** Deze vraag naar « capaciteiten » is overduidelijk omdat ze **een veelvormig karakter bezit** : « Franse taalcursussen » om de band tussen de school en de ouders, de ouders en de kinderen te versterken (generatiekloof), de « gespreksruimtes » om zichzelf een moment van rust te gunnen, om - soms tragische - levenservaringen te delen en vooral om met het schoolsysteem te kunnen interageren om zijn codes, zijn drijfveren te begrijpen, te communiceren met zijn belangrijkste actoren voor een uiteindelijke analyse, effectief te handelen op het traject van de kinderen.
Opleidingsmodules die op dit soort vragen zijn afgestemd, lijken vandaag de dag onvermijdelijk. Vooral omdat nieuwkomers, in een nog minder benijdenswaardige situatie op school (geen plaats in de Daspa-klassen, leermethodes die niet aangepast zijn aan dit publiek) ook initiatieven verwachten die hun taalkundig vermogen, hun bevattingsvermogen van het schoolsysteem in de breedste zin van het woord te versterken.

4- Vrijwilligerswerk en arbeidsverdeling

De kwestie van de vrijwilligers blijft nogal problematisch in de sector. **Vooral omdat deze laatsten een onvermijdelijke rol blijven spelen in de inrichting voor Sociale verankering** (172 vrijwilligers in P1, 113 vrijwilligers in P2 en 24 in P4). Wat de disfuncties betreft, deze zijn terugkerend, goed gekend, ze komen elk jaar terug in de verslagen: instabiliteit van de vrijwilligers die zijn geschorst om elders betere kansen te zoeken, onvoldoende of ongeschikte kwalificaties, moeilijkheden om ze op te nemen in het onderwijsproject van de vereniging, limiet van 1.350 euro die de versterking van het verenigde vrijwilligerswerk indijkt, waardoor zelfs sommige verenigingsverantwoordelijken de vrijwilligers vermenigvuldigen om de wettelijke vaste prijs niet te overschrijden, het gebrek aan pedagogie en een gemeenschappelijke visie op de alfabetisering (iedereen komt soms met zijn eigen stijl, zijn eigen vooroordelen), en de neiging om de disciplinaire aspecten alleen aan vast personeel te sturen. In de huidige stand van zaken, zoals vermeld in een eerder verslag, ligt vrijwilligerswerk momenteel aan de **basis van een verdeling van het verenigingswerk : de vrijwilliger sluit zich vrijwillig aan tot een mentaliteit van « de korte termijn en prestatie voor een duidelijk omschreven werk » die de globale en geïntegreerde benadering die een echt sociaal verankeringsbeleid vereist, onherroepelijk destabiliseert.** Als iedereen tevreden kan zijn over de kansen die zich nu aandienen voor een sociaal verankeringsbeleid dat klaar is om de opleiding van vrijwilligers te financieren (wat voorheen niet het geval was), valt het niet te ontkennen dat er voor kwalitatief vrijwilligerswerk in de verenigingssector, opleidingsmodules moeten worden ontwikkeld die zijn gericht op de verwachtingen van de inrichting voor sociale verankering (uitsluitend bestemd voor vrijwilligers), een herziening naar boven van de jaarlijkse vaste prijs toegekend aan de vrijwilligers (idealiter: 5.000 euro/jaar) het creëren van een specifiek vrijwilligersstatuut voor de alfabetiseringssector, een minimumdrempel van 8 uur per week voor wekelijks vrijwilligerswerk, die een versnippering van de sector een halt kan toe roepen door de vrijwilliger in te schrijven in een, globaal project van de vereniging. Zonder dit, hebben de associatieve actoren geen andere keuze dan te sleutelen.